

Appel de la Coordination nationale étudiante samedi 15-dimanche 16 avril à Nancy

La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la 1ère fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel recul d'un gouvernement, c'est la 1ère fois depuis 2002 que nous faisons céder ce gouvernement qui a tenu face à de nombreuses mobilisations. Après leur mise en minorité dans les urnes le 29 mai 2005, les politiques libérales se voient infliger une défaite par la rue. Cela prouve que la lutte paie. Le gouvernement est affaibli, c'est un point d'appui pour continuer à nous battre afin de gagner sur toutes nos revendications. Après un tel désaveu, Chirac et son gouvernement doit partir !

Mais quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications. Nous continuons à nous battre, notamment pour le retrait de l'intégralité de la loi sur l'égalité des chances (LEC) du CNE du projet de loi CESEDA (loi Sarkozy II sur « l'immigration choisie », qui doit être votée le 3 mai à l'Assemblée)... D'autant plus que l'article remplaçant le CPE dans la LEC s'accompagne d'une nouvelle série de cadeaux fiscaux aux employeurs. La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement.

Le remplacement du CPE conduit à une certaine confusion : la nécessité de rejeter la LEC, le CNE, la loi CESEDA n'est pas suffisamment prise en compte, tandis que les directions des organisations syndicales et les médias ont focalisé l'attention uniquement sur le CPE. De plus, nous avons également un certain nombre d'autres revendications (abrogation de la loi Fillon, hausse des postes au CAPES) Malgré cette confusion, la répression et le chantage aux examens, la grève et le blocage ont cependant été reconduits dans plusieurs universités et lycées. Les assemblées générales sont toujours massives, les exigences restent fortes, ce qui montre que la jeunesse est déterminée à poursuivre la lutte. Aujourd'hui, nous dénombrons 37 facs mobilisées dont 18 sites universitaires bloqués. Nous appelons à continuer la mobilisation, à maintenir les blocages et à reconnaître leur nécessité.

Le recul du gouvernement sur le CPE a donné confiance à des millions de personnes qui ont pris conscience de leurs propres forces. Les manifestations massives, les grèves et blocages, légitimés par des AG massives, nous ont permis d'obtenir le remplacement du CPE. Continuons dans cette voie !

Par ailleurs nous avons développé des liens concrets avec les salariés : AG communes, interventions envers les entreprises, mais aussi actions communes (blocages économiques, barrages de voies de communication, etc.). C'est l'extension aux salariés qui a fait peur au gouvernement. Nous continuerons le travail d'information sur les politiques actuelles qui précarisent nos vies : en direction des lycéens et des étudiants, par des interventions en TD et en amphis, des débats en assemblée générale, et également envers les salariés, par des diffusions de tracts, des actions en direction des entreprises, toujours dans le but de mobiliser les travailleurs.

Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur.

Nous exigeons des garanties sur le déroulement des examens de fin d'année. Nous dénonçons le chantage aux examens et l'accord illégitime entre l'UNEF et la Conférence des Présidents d'Universités pour le report des examens après le rattrapage quasi-intégral des cours. Le calendrier universitaire doit être maintenu quoiqu'il arrive. Ce n'est pas la grève qui dévalorise nos diplômes, c'est la réforme LMD, qu'il faut abroger. Le gouvernement exerce, avec les autorités administratives, une répression sans précédent sur le mouvement. Il y a eu des interventions policières et de vigiles, des fermetures administratives d'universités et de lycées, ainsi que des procès et peines de prison en rafale. Nous demandons l'amnistie et la levée des poursuites contre les participants aux mouvements sociaux (mouvement lycéen de 2005, émeutes de novembre-décembre 2005, mouvement actuel...). Nous appelons à la création d'un comité national contre la répression de ce mouvement social et nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et associatives à y participer.

Nous appelons à une journée de manifestations nationales le 18 avril. Nous appelons à manifester mardi 25 avril en direction des tribunaux, dans le but de protester contre la répression policière. Nous appelons à ce que le 1er Mai soit une grande journée de lutte européenne contre la précarité, en particulier pour le retrait de la LEC, du CNE, du projet de loi CESEDA. Le 2 mai, sera organisé une assemblée générale avec la jeunesse européenne.

La prochaine coordination se tiendra les 22 et 23 avril à Bordeaux III.